



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires**

Monsieur le Maire

Commune de Saint Jean de la Motte

Place de la Cantine  
72 510 SAINT JEAN DE LA MOTTE

Le Mans, le **03 FEV. 2023**

Service Eau et Environnement  
Unité Prévention des Pollutions des Milieux Aquatiques  
**Affaire suivie par : Guillaume PUTET**  
Tél : 02 72 16 41 42  
Courriel : guillaume.putet@sarthe.gouv.fr  
Nos réf. : 0100005029

**Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement :**

**Le rejet d'eaux pluviales – lotissement la Druinée – commune de Saint Jean de la Motte**

**Accord sur dossier de déclaration**

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement concernant :

**LE REJET D'EAUX PLUVIALES – LOTISSEMENT LA DRUINEE**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 25 août 2022, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Les eaux pluviales collectées dans l'emprise du site seront dirigées vers un bassin de rétention à ciel ouvert, d'un volume de stockage de 269 m<sup>3</sup>.

**Vous produirez un planning permettant de justifier de la réalisation du bassin de rétention à ciel ouvert avant l'achèvement et raccordement du projet.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Je vous remercie d'afficher pendant une durée minimale d'un mois, copie du récépissé, du présent accord.

À l'issue de cet affichage, vous retournerez le certificat d'affichage ci-joint signé. Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Enfin je vous rappelle, qu'en application de l'article R 214-40-3 du Code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental des Territoires,  
La Cheffe du Service Eau et environnement,

Emmanuelle MORVAN  
L'Adjointe au chef de service  
Eau-Environnement



Line TROUILLARD